

adaptée aux ressources réelles du pays : « Jamais le droit ne peut s'élever au-dessus du régime économique. »

A première vue, cela peut sembler une retraite vers les rapports capitalistes, camarade Lawrence ; en réalité, les rapports capitalistes ont toujours existé, et il était simplement question d'abandonner de grossières illusions. Dans ces arguments de Lénine et de Trotsky, la nature capitaliste des rap-

ports salariés (et surtout de la différence des salaires) est suffisamment claire pour réfuter avec le maximum d'autorité les faux arguments de nos camarades qui nient la nature capitaliste des rapports salariés. Il est temps pour la minorité d'abandonner les grossières illusions qui peuvent tromper les ouvriers staliniens, mais pas les éléments de cadres de la IV^e Internationale.

L'ÉTAT COMME CAPITALISTE ET LA PLUS-VALUE

Le camarade Healy brandissait la *Révolution trahie* à la réunion plénière de Londres pour prouver que la formulation du paragraphe 2 de la résolution du Comité central, qui dit ceci : « Qui (l'Etat) occupe la même position vis-à-vis de l'économie nationale que le capitaliste occupe vis-à-vis de l'entreprise individuelle », était vidée de tout contenu et donc une falsification. Lisez tout le paragraphe, disait le camarade Healy, et vous verrez que cela se réfère au facteur subjectif, aux facultés personnelles de la bureaucratie de diriger les industries de l'Etat. Le bavardage est un des pires maux qui peut affecter un révolutionnaire. Ici, nous avons un exemple de la façon dont le camarade Healy a avalé la phrase sans en comprendre le contenu.

Dans la résolution du P.C. nous expliquons que le paiement du travail salarié, la production de marchandises et la circulation de l'argent sont des rapports capitalistes et donnent à l'Etat qui défend ces rapports des caractéristiques capitalistes. Toutes les modifications qu'il faut faire du point de vue pratique et théorique sont faites au paragraphe 3. Dans le but de tirer des conclusions de ces rapports, nous avons cent fois raison de dire que l'Etat occupe le même rapport vis-à-vis de l'économie nationale que le capitaliste vis-à-vis de l'entreprise individuelle. Trotsky explique dans la *Révolution trahie* que les fonctions de l'argent comme capital, usurier, commercial et industriel, sont transférées à l'Etat (le marchand universel, le créancier et l'industriel) sous une forme modifiée.

Le transfert des moyens de production à l'Etat, dans la mesure où cela ne mène pas immédiatement à la production et à la distribution socialiste, transfère également la fonction qu'occupe le capitaliste à l'Etat. L'élimination des capitaux individuels et de la compétition et de l'anarchie de la production individuelle modifie ces fonctions à un haut degré. Mais l'Etat est le contrôleur du capital ; il est le contrôleur de l'argent ; il est le contrôleur du stock des marchandises — les produits de la classe ouvrière ; l'Etat paie les salaires des ouvriers, il embauche, licencie et ordonne ce qu'il faut produire, comment le produire et où le produire. Dans toutes ces fonctions, il occupe le même rapport vis-à-vis de l'économie nationale que le capitaliste individuel vis-à-vis de l'entreprise individuelle. Les modifications de la fonction capitaliste de l'Etat, aussi bien dans la sphère de la production que de la distribution, que les ouvriers purent encore accomplir à un certain moment par la pression du contrôle ouvrier, même ces modifications n'opèrent plus. La nature anti-socialiste de l'Etat, sa nature capitaliste est de ce fait renforcée.

L'ouvrier doit travailler pour vivre. Il n'accède aux moyens de production qu'à travers et par la bienveillance de

l'Etat. L'Etat paie l'ouvrier, non pour huit heures de travail, mais, disons, pour quatre heures de travail (plus ou moins, mais certainement pas la valeur totale de son travail). De cette façon, il paie l'ouvrier d'une façon entièrement capitaliste et par des mesures entièrement capitalistes, moins que la valeur produite par l'ouvrier. D'autre part, il vend des « biens » (!) à l'ouvrier que celui-ci ne peut acheter qu'à l'Etat à leur valeur totale, ou plus exactement : au-dessus de leur valeur. La plus-value est accumulée, de ce fait, tout comme dans les pays capitalistes. La production et le commerce étatiques en Russie se révèlent beaucoup plus près d'un immense « magasin de troc » que d'une société communiste ou socialiste. Ceci est spécialement vrai étant donné le contrôle bureaucratique.

La déclaration des camarades de la minorité (Goldberg et Goffe, en particulier) qu'il n'y a pas d'appropriation de plus-value en Russie est vraiment trop absurde pour en parler. Ici, il n'y a pas de confusion de termes, mais une négation spécifique que de la plus-value est extraite du travail des ouvriers comme phénomène social. Non seulement l'Etat russe s'approprie de la plus-value, mais encore il s'approprie une plus grande proportion de plus-value qu'il n'est extrait des ouvriers par les capitalistes dans les pays capitalistes. Preuve ? Examinez le taux d'accumulation de capital en Russie et comparez-le au taux d'accumulation de capital dans n'importe quelle autre partie du monde. Pendant des années, nous avons souligné que ceci est le plus gigantesque et le plus rapide développement de capital dans l'histoire. En dehors de l'élimination de tout le gaspillage et de la destruction de marchandises qui découlent de la concurrence capitaliste, ce qui est un fait très important et un progrès social gigantesque, l'accumulation a lieu, non pas accidentellement, mais sur la base des lois économiques établies par Karl Marx. Ceci est une accumulation nécessaire, et avec certaines modifications — qui résulteraient d'un plan dirigé démocratiquement et non bureaucratiquement — qui s'accompliraient dans un Etat ouvrier sain.

Mais quelle énorme partie du surplus est dévorée par la bureaucratie ? Ce surplus est aussi grand, sinon plus grand, que le surplus consommé par la classe dirigeante (et sa bureaucratie) dans la société capitaliste. Pour contrôler et engloutir ce surplus, la bureaucratie mène une guerre sans répit contre le Koulak et les petits industriels de la N.E.P. Elle continue la lutte sans répit contre les restes de ces éléments à l'heure actuelle. Mais dans les rangs de la bureaucratie elle-même se mène une lutte pour la répartition de ce surplus. Pour s'assurer une portion toujours plus grande de ce surplus, elle opprime les masses avec une plus grande brutalité.

LA FORME DE L'EXPLOITATION POURSUIVIE PAR LA BUREAUCRATIE

Nier, comme le font nos camarades de la minorité, que la bureaucratie, par son contrôle de la machine d'Etat et donc par son contrôle de la production, exploite économiquement les ouvriers, est vraiment grotesque.

En introduisant la politique qui consistait à payer de hauts salaires aux spécialistes, Lénine expliquait que ces hauts salaires étaient une forme de tribut. Des gens qui ont la possibilité d'extraire un « tribut » de la masse des producteurs sont, de ce fait, également capables d'exploiter.

Pourtant, cette exploitation n'est pas une exploitation qui découle de la possession des moyens de production et ne peut pas, de ce fait, être scientifiquement définie comme une exploitation de classe, qui est basée sur la possession des moyens de production et de la propriété. C'est une exploitation qui existe sur la base de la possession, par l'Etat, des moyens de production et qui découle de l'état arriéré de la technique et de la culture russe, sur la base de la division du travail et du contrôle bureaucratique. Aucun groupe contrôlant la distribution des articles de consommation ne s'est jamais oublié. Dans la conception même du contrôle bureaucratique se trouve la conception de l'inégalité et, de ce fait, de l'exploitation.

La possibilité d'extraire un « tribut », de demander des privilèges du fait de la position spéciale dans la division du travail et du contrôle de la machine d'Etat de la part de la bureaucratie veut dire que cette dernière a accès aux meilleurs produits destinés à satisfaire les besoins et les désirs humains. Tout cela est couvert par la plus dégradante et la plus révoltante forme d'exploitation : l'achat, pour le service personnel, du travail des ouvriers !

Friedrich Engels expliquait une fois que le pouvoir politique est également un pouvoir économique. « La Force », écrivait-il (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat), « est également une force économique. » C'est pour cela que le prolétariat lutte pour la dictature politique du prolétariat.

Une fois que le pouvoir a passé des mains du prolétariat aux mains de la bureaucratie, lorsque les ouvriers ne contrôlent plus l'Etat et que l'économie du pays n'est plus soumise au contrôle des ouvriers, sans une nouvelle révolution, le triomphe du capitalisme est inévitable à la longue.

En plus de l'exploitation bureaucratique qui découle de la division du travail, une partie toujours plus grande de la bureaucratie occupe, de plus en plus, une place dans la vie de la Russie et a des rapports entièrement capitalistes : tirant de la plus-value du travail des producteurs par des investissements d'argent. Nier l'existence de ce fait ou nier le caractère de classe de cette fonction, c'est abandonner toute l'économie marxiste.

D'après Marx, comme nous l'avons indiqué précédemment : dans les premières étapes de la société socialiste,